



ARRETE N° 24.318

Portant réglementation temporaire de la circulation et du stationnement : Rue de Villedoux

Le Maire de la commune de Marsilly,

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 complétée et modifiée relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions,
Vu le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2213-1 et L2213-2,
Vu le code de la route et notamment son article R411-8,
Vu le décret n° 86-475 du 14 mars 1986 relatif à l'exercice du pouvoir de police en matière de circulation routière et modifiant certaines dispositions du code de la route,
Vu l'arrêté interministériel du 24 novembre 1967 relatif à la signalisation routière et l'ensemble des textes qui l'ont modifié et complété,
Vu le règlement de voirie de la commune de Marsilly,
Vu l'arrêté du département,
Considérant la demande présentée par la société Dubreuilh SAS Agence de Charente-Maritime pour la réalisation d'un branchement AEP, rue de Villedoux à 17137 MARSILLY, et qu'il y a lieu à cette occasion de prendre des mesures particulières pour assurer la continuité du trafic et la sécurité des usagers :

A R R E T E

ARTICLE 1 : Du lundi 12 novembre 2024 à 8h au vendredi 15 novembre 2024 à 18h : rue de Villedoux

- Le stationnement sera interdit et déclaré gênant dans l'emprise du chantier.
- La circulation se fera par alternat avec la mise en place de panneaux. En aucun cas, elle pourra être perturbée.
- Le temps des travaux, les piétons seront redirigés sur le trottoir d'en face à l'aide de panneaux « piétons, changez de trottoir » en amont et aval du chantier.
- **Le ramassage des ordures ménagères ne pourra pas être perturbé le mercredi matin et le vendredi après-midi.**

ARTICLE 2 : La signalisation correspondante, conforme à l'instruction interministérielle susvisée, sera mise en place par l'entreprise chargée des travaux.

ARTICLE 3 : Les infractions à disposition du présent arrêté seront constatées et poursuivies conformément aux lois et règles en vigueur.

ARTICLE 4 : Conformément à l'article R421-1 et suivants du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif compétent dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

ARTICLE 5 : Ampliation du présent arrêté sera transmise :

- SAS Dubreuilh Agence de Charente-Maritime
- A Monsieur le Commandant de Brigade Territoriale de Gendarmerie de Nieul sur Mer,
- A la Police Municipale.

Marsilly, le 4 novembre 2024

Le Maire

Hervé PINEAU

